

Chef de Projet Multisectoriel - Tchad

INTERSOS est une Organisation Humanitaire Non Gouvernementale, à but non lucratif, qui a l'objectif d'assister les victimes de désastres naturels et de conflits armés. INTERSOS base son action sur les valeurs de la solidarité, de la justice, de la dignité humaine, de l'égalité des droits et des opportunités pour tous les peuples, du respect des diversités, de la cohabitation, de l'attention aux groupes sociaux les plus vulnérables.

Termes de référence

Intitulé du poste : Chef de Projet Multisectoriel

Code : SR-31-3311

Pays : Tchad

Lieu d'affectation : N'djamena avec des fréquents déplacements sur les axes de Koundoul, de Mandalia, de Logone-Gana et dans la province de Chari Baguirmi

Date de prise de fonction : 02/01/2023

Durée du contrat : 12 mois

Sous la supervision de : Coordinateur Programme

Supervision directe de : 35 staff nationaux

Personnes à charge : Non-family duty station

Contexte général du projet

En décembre 2021, le Tchad a accueilli environ 60 000 réfugiés de suite de deux vagues de mouvement transfrontalier de masse provenant du département de Logone Chari dans l'extrême Nord du Cameroun à la suite d'affrontement inter-ethnique opposant les communautés éleveurs à celles des agriculteurs-pêcheurs dont l'épicentre des incidents a été l'arrondissement de Logone Birni.

D'abord en mi-août 2021, 8 500 personnes ont trouvé refuge dans 5 villages/sites de Oundouma, Ngama Kotoko, Ngama Sara, Bougouma 1 et Bougouma 2. Pendant la première semaine de leur installation, la communauté humanitaire avait fourni un appui urgent en faveur des personnes touchées directement par ce conflit armé (INTERSOS, Rapport de l'évaluation rapide sur les 5 sites des demandeurs d'asile camerounais, Août 2021). Néanmoins, à la suite d'une relative stabilité de la situation dans les villages d'origine, le gouvernement camerounais et le Tchad, avec le soutien du HCR, ont commencé à travailler sur un accord tripartite pour le rapatriement volontaire des réfugiés camerounais vivant au Tchad et, depuis 11 août 2021 afin de mettre en place un cadre juridique pour le retour volontaire. Depuis lors, aucun affrontement n'eut lieu après le 23 août 2021.

Ensuite, le 5 décembre 2021, de nouvelles violences intercommunautaires ont éclaté dans l'arrondissement de Logone Birni, à 38 km au Sud-ouest de la ville de Kousséri au Cameroun. Selon les sources locales une dispute entre des personnes issues de deux communautés locales autour d'un point d'eau dans le village Ouloumsa situé à environ 3 km au Nord-Est de Logone Birni

serait à l'origine de ces violences. Le conflit s'est intensifié, donnant lieu à des affrontements, ainsi qu'aux incendies de maisons et de commerces. Ces violences se sont progressivement étendues sur d'autres villages de Logone Birni et à l'arrondissement voisin de Zina, précisément dans les villages Galam et Galami situés à environ 22 km de la ville de Zina. Ainsi, d'importants déplacements de populations ont été enregistrés dans les différentes localités du Tchad : environ 50 000 personnes ont été installées dans les camps et dans les sites spontanés répartis dans les 04 axes suivants : i) axe de Farcha et de Ngueli en province de N'Djamena, ii) axe de N'Djamena Fara en province de HaDjer Lamis, et iii) axe de Mandalia et de Logone-Gana en province de Chari Baguirmi et iv) axe. Au moins 14 personnes ont eu besoin de soins médicaux et ont été hospitalisées grâce aux efforts conjoints des autorités à travers la CNAAR et UNHCR avec certains partenaires d'urgence dont de l'IRC, d'ADES et de MSF. Une femme âgée avait été tuée par balle alors qu'elle traversait la rivière et 3 autres personnes ont été déclarées mortes après de graves blessures. En date du 7 et 8 décembre, une mission inter-agences UNHCR, CNAAR dirigée par le Gouverneur avait eu lieu pour évaluer les besoins avec les partenaires humanitaires.

Selon le rapport de l'évaluation participative réalisée à février 2022 dans les camps et communautés d'accueil par UNCHR et les autres acteurs/ONG de réponses de l'urgence/crise Camerounaise les problèmes et/ou besoins suivants ont été enregistrés chez les réfugiés :

- Besoins de Leadership féminin : les femmes n'ont pas de rôle de leadership dans la tradition d'ethnies de réfugiés (Mousgoum, Choa, etc.). Les femmes n'ont aucun pouvoir/influence sur la prise de décisions dans les actions et/ou projets communautaires dans leurs société/communauté. Les femmes réfugiées d'ethnies ou de religions minoritaires ont l'impression que les femmes qui sont associées aux prises de décisions sont celles qui ont fréquenté l'école. La majorité des femmes/filles de réfugiés et des populations hôtes n'ont pas étudié.
- Besoins d'engagement communautaire : vu le déplacement des populations (réfugiés), ces derniers n'ont pas les moyens nécessaires pour s'engager et/ou se mobiliser aux services de la protection commune et d'autres problèmes liés à leur vie quotidienne. Vu la situation actuelle de vie des réfugiés « chacun pour soi », ces derniers n'ont pas la capacité d'engagement communautaire. Actuellement, dans les camps et les villages d'accueil, il n'y a pas ou peu d'organisations communautaires/associations locales dynamiques. Toutefois, INTERSOS avec son projet en cours dans les camps et hors camps, a mis en place 5 associations/clubs de femmes/filles autour des espaces sûrs et 5 clubs d'enfants autour des espaces amis d'enfant (EAE). Ces associations locales n'ont aucun appui (AGR, etc.) afin de s'engager aux services communautaires

et pour leur durabilité. Les enfants ne sont traditionnellement pas pris en compte à cause de leur âge. Pour certaines actions/associations communautaires (RECO, comités de gestion, etc.) mises en place par les humanitaires dans les camps et hors camps, les hommes sont privilégiés au détriment des femmes qui représentent moins de 30% dans ces associations. Les leaders traditionnels sont les plus privilégiés dans l'engagement communautaire. Il convient de signaler la présence de certaines initiatives pour la sécurité de camps et hors camps où les réfugiés ont mis en place des comités de vigiles. Cependant, ces comités de vigiles doivent être examinés dans chaque contexte pour prévenir et atténuer les risques probables. Ces comités de vigile nécessitent un encadrement et un appui organisationnel et technique pour leur bon fonctionnement et durabilité. De même, on peut noter que les personnes à besoins spécifiques-PBS (personnes âgées, personnes avec handicap, femmes minoritaires/marginalisées, etc.) sont les plus affectées aux services communautaires qui sont presque quasi absents dans les camps et les villages d'accueil.

- Besoins d'Information et de la gestion/feedback des plaintes : la majorité (80%) des bénéficiaires déplorent la faible communication/information sur les assistances/interventions des acteurs humanitaires dans les camps et dans les villages d'accueil (hors camps). Quasi-absence de communication sur les modalités/stratégies (quand, quoi, pour qui, critères, etc.) des distributions de vivres et NFI par les acteurs humanitaires, ce qui crée des situations d'insécurité et de tensions aux réfugiés et une mauvaise cohabitation entre les réfugiés et les populations hôtes. Les femmes et les hommes d'ethnies et de religions minoritaires dans les camps sont les plus affectés au non-partage d'information. Ces hommes et femmes minoritaires sont aussi victimes de la langue, comme la plupart ne comprend pas couramment l'Arabe. Les réfugiés dans les camps et dans les villages d'accueil ne savent pas qu'ils ont la capacité et/ou les droits de donner les plaintes aux assistances humanitaires pour améliorer leurs réponses/assistances. Ces réfugiés ignorent carrément l'existence de la gestion des plaintes sur les appuis/assistances donnés et/ou encore sur le comportement des acteurs humanitaires et les autres fournisseurs de services. La gestion des plaintes ou le partage des préoccupations se fait majoritairement à travers les autorités locales et leaders communautaires qui décident ce que communiquer ou pas aux acteurs humanitaires. Les camps et les villages d'accueil sont dépourvus du mécanisme de la gestion de plaintes et

de feedback approprié et à l'accès à tout le monde sans discrimination (âge, sexes et diversité). Cette situation est très préoccupante dans les camps et les villages d'accueil avec les risques élevés de cas de fraude/détournement des assistances humanitaires et de cas d'abus et d'exploitation sexuelle (EAS). Les réfugiés (particulièrement les PBS : personnes âgées, handicapés, femmes marginalisés/minoritaires, etc.) recommandent de mettre urgemment en place des systèmes de plaintes et de feedback appropriés à leurs contextes avec environ 70% des réfugiés analphabètes afin de prévenir le pire sur leur vie et/ou leur protection. Certains dispositifs appropriés d'information et de feedback sont proposés par les réfugiés tels que : les points/centres d'information et/ou d'écoute, clubs/comités d'écoute communautaire avec les représentants de bénéficiaires (refugiés) et les pasteurs religieux, les cabinets téléphoniques (numéros verts), etc.

- Besoins en monitoring de protection (coexistence pacifique) et des frontières : les réfugiés ont été bien accueillis dans les villages frontaliers/d'accueil pendant les premiers jours par les populations hôtes. Actuellement, les tensions ont commencé à se manifester entre les réfugiés et les populations hôtes par suite des ressources naturelles, plus particulièrement les bois de chauffe pour la cuisine. Les femmes/filles réfugiées sont les plus affectées dans les camps et les communautés hôtes. Hormis les bois de chauffe, les distributions de vivres et de NFI dans les camps et hors camps ont commencé à entraîner des tensions entre les réfugiés et les populations hôtes parce que ces dernières sont aussi vulnérables (pauvres) et, ont besoin d'assistance mais elles ne sont pas assistées par les acteurs humanitaires. Certains conflits (disputes) entre réfugiés et populations hôtes commencent à s'enregistrer aussi aux points/forages d'eau et aux espaces/terrains agricoles (en raison de leur rareté). D'autres tensions/conflits de cohabitation sont aussi enregistrés entre les communautés des réfugiés elles-mêmes. Les réfugiés d'ethnies et de religions minoritaires sont marginalisés par les réfugiés d'ethnies et religions majoritaires. Ces réfugiés minoritaires sont souvent injuriés et sont notamment traités de « bâtards sans appartenance ethnique » et sont suspectés de sorciers et discriminés lors des distributions par certaines ONGs dans les camps et hors camps. Les femmes minoritaires vivant seules ou avec leurs enfants sont les plus affectées. Plusieurs autres cas de protection sont enregistrés : i) cas de protection de l'enfant avec plusieurs cas de travail des enfants, mariage précoce et ENA/ES, ii) cas de VBG avec plusieurs cas de sexe de survie, cas

d'EAS, Violence conjugale et déni de ressources et agression/harcèlement sexuelle et physique. Depuis janvier à mars 2022, INTERSOS a identifié et documenté 3 200 enfants vulnérables (ENA, enfants orphelins, etc.) dans 5 EAE aménagés dans les camps et les villages hôtes dont 80% ne sont pas à l'école avec le risque élevé de protection et/ou violation de leurs droits. Les services communautaires de protection (prévention et réponses de cas de protection) sont très limités dans les camps et hors camps (villages d'accueil).

- Besoins de protection environnementale : La principale source d'énergie domestique des populations réfugiées et populations d'accueil demeure le bois de chauffe et le charbon dont la disponibilité se réduit davantage sous le coup de la surcharge démographique et ce, malgré la loi nationale interdisant la coupe de bois. La productivité de la biomasse sèche des écosystèmes entourant les sites d'installation des réfugiés est inférieure aux besoins énergétiques en bois et aux prélèvements effectués à la fois par les réfugiés et les communautés hôtes. Ainsi, la question de l'énergie de cuisson reste une préoccupation dans la mesure où la rareté de bois de chauffe est susceptible non seulement de créer une crise énergétique mais aussi d'attiser des heurts intercommunautaires. On peut aussi noter que les femmes et filles réfugiées sont exposées au risque d'agression sexuelle et/ou physique dans la forêt en allant chercher du bois de chauffe. À la suite de cette destruction, certains incidents de protection sont enregistrés chez les réfugiés tels que : l'arrestation des réfugiés par le service ou agents des eaux et forêts; les femmes et filles sont les plus affectées.

C'est dans ce cadre, que ce projet préconise garantir les services d'engagement/mobilisation communautaire et le monitoring de protection et des frontières afin d'identifier et prévenir les violations et risques de protection auxquels s'exposent les réfugiés et les populations hôtes au Tchad.

Objectif général de la position

Le/la Chef de projet multisectoriel est responsable de la coordination, de l'implémentation et du suivi des activités dans la zone citée ci-haut d'intervention.

Il/elle aura la charge de garantir la planification cohérente de la mise en œuvre des activités du projet, tout en respectant le planning opérationnel défini en lien avec la Coordination de la mission.

Principales responsabilités et tâches

Coordination du projet:

- Élaborer une planification objective et ponctuelle des activités du projet, en collaboration avec la Coordination de la mission et l'ensemble de son équipe
- Garantir la gestion opérationnelle, financière et programmatique en collaboration avec les membres de l'équipe
- Assurer la coordination avec les partenaires et parties prenantes (acteurs humanitaires, autorités administratives), avec les représentants des bailleurs et autres acteurs présents sur le terrain
- Assurer la coordination du projet en collaboration avec les membres de l'équipe à travers le suivi des activités communes.
- Assurer le respect du plan de travail et proposer des réajustements si nécessaire.
- Assurer le suivi et l'évaluation des activités engendrées à travers l'actualisation des outils de suivi en lien avec la Coordination de mission;
- Assurer la soumission hebdomadaire/mensuelle des rapports d'activités à la Coordination de la mission;
- Organiser de façon hebdomadaire avec le CNARR et les autres partenaires chargés du suivi de la protection.
- Partager régulièrement et de manière transparente les informations relatives aux activités des acteurs
- Participer à la coordination des interventions entre les acteurs de la protection, livelihoods et protection de l'environnement intervenant dans la zone du projet
- Réaliser des retours d'expérience, notamment sur la base des recommandations de suivi post intervention / PIM (sur les outils, les interventions Protection etc.) en interne et en externe auprès des Groupes de Travail et Clusters
- Contribuer à la mise à jour mensuelle des 5W à partager avec le cluster;
- Assurer la soumission dans les délais du rapport mensuel d'activité interne à l'organisation et inclus le suivi PAT;

- Assurer une ligne de communication adéquate (interne et externe) en coordination avec la Coordination de la mission et les autres chefs de projet;
- Rapporter de manière rapide et précise toute difficulté rencontrée dans la mise en place du projet à la Coordination de la mission et contribuant à la recherche de solutions;
- Participant aux réunions de coordination sectorielle au niveau terrain.
- Contributeur à la gestion de la sécurité selon les approches établies et les outils à utiliser dans la mission

Gestion administrative du projet:

- Assurer une gestion appropriée des fonds du projet (mettre à jour la planification financière du projet sur la base mensuelle; chaque mois,
- Assurer le suivi des dépenses du projet en collaboration avec l'administration (projet et Pays),
- Proposeur de réajustements budgétaires à l'administration (projet et Pays) en cas de nécessité, etc .;
- Assurer la liaison avec l'équipe logistique pour les achats du projet, afin de garantir une application correcte des procédures d'achat d'INTERSOS et du bailleur;

Gestion des Ressources Humaines:

- Contributeur dans la sélection et le recrutement du personnel national du projet selon les besoins
- Assurer l'évaluation efficace et objective de la performance du personnel sous sa gestion chaque 3 mois et l'évaluation finale;
- Superviser et gérer l'équipe de projet et assurer la formation continue en collaboration avec la Mission de Coordination
- Capitalisation et gestion de connaissance:
- Assurer la capitalisation des expériences et des données obtenues dans le cadre du projet; (Voir fiche d'activité et fiche Programme sur IMP)

- Identifier les besoins et proposer de nouveaux programmes potentiels ou activités à mettre en place sur le terrain
- Transmettre à la Coordination de la Mission de documentation photo et vidéo des activités, informations ainsi que toutes les activités du Projet pour alimenter les besoins de visibilité, fonds et collecte des communications.

Profil requis

Education

- Diplôme universitaire supérieur en droit, science politique, sciences sociales, psychologie, sciences humaines ou autre domaine pertinent.
- Diplôme Universitaire de premier niveau avec une combinaison de qualifications académiques et d'expériences pertinentes peut être considéré au lieu du diplôme universitaire supérieur approuvé.

Expérience Professionnelle

- Minimum 4 ans d'expérience dans la gestion de projets dans le secteur humanitaire.
- Excellente compétence professionnelle dans le secteur de Protection et une grande capacité rédactionnelle.
- Expérience en Protection Monitoring et livelihoods souhaitables

Exigences professionnelles

- Très bonne connaissance de la gestion budgétaire et financière.
- Très bonne connaissance des procédures des bailleurs.
- Rigoureux et organisé dans la gestion du service, respect des délais.
- Qualités relationnelles pour les interactions externes et internes.
- Autonomie et adaptabilité requises.
- Disponibilité à travailler sous pression.

Langues

- Français courant (parlé, lu, écrit).

- Bonne connaissance de l'anglais et/ou arabe (souhaitable).

Exigences personnelles

1) Valeurs fondamentales

- Respect de la culture du pays
- Diversité et Inclusion
- Intégrité

2) Compétences fondamentales

- Communication
- Orientation vers l'obtention de résultats
- Travailler avec des personnes de différentes cultures.

3) Autres compétences fondamentales

- Capacité de supervision
- Capacité à prendre des décisions
- Planifier et Organiser
- Favorable à la résolution des conflits.

4) Aptitudes et connaissances

- Aptitude à travailler stratégiquement et indépendamment; pour obtenir les résultats prédéterminés par l'organisation.
- Aptitude à persuader et influencer, négocier et partager des idées.

COMMENT POSTULER :

Les candidats intéressés sont invités à **postuler** en suivant le **lien** ci-dessous:
<https://www.intersos.org/posizioni-aperte/missioni/#intersosorg-vacancies/vacancy-details/6373a442286e400021f4ed03>

Veuillez noter que notre processus de candidature est composé de **3 étapes très rapides**: **s'inscrire** (incluant votre nom, mail, mot de passe, nationalité et adresse Skype), **se connecter** et **postuler** en joignant **CV** et **lettre de motivation** en version **PDF**. Avec cette plateforme les candidats pourront suivre l'historique de leurs candidatures avec INTERSOS.

Veillez également mentionner le nom, le poste et les coordonnées **d'au moins trois références**, y compris le responsable hiérarchique lors de votre dernier emploi. Les membres de la famille sont à exclure.

Seuls les candidats sélectionnés pour le premier entretien seront contactés.